

Introduction à la nouvelle édition

Lorsque, le 13 mars 2013, le diacre de l'Église apostolique catholique romaine, le cardinal Jean-Louis Tauran (aujourd'hui très proche du pape François), annonce depuis le balcon de la basilique Saint-Pierre le nom du souverain pontife nouvellement élu, seuls les experts connaissent Jorge Mario Bergoglio. Né le 17 décembre 1936, celui-ci vient d'Argentine, un pays qu'il qualifie lui-même à l'occasion de son élection, avec des mots quasi apocalyptiques, de « fin fond du monde ». On commence à comprendre qui il est quand il donne le prénom qu'il s'est choisi : François. C'est une première : aucun des quatre-vingt-dix papes qui se sont succédé sur le trône de Pierre depuis 1226, année de la mort du saint d'Assise, ne l'avait encore retenu.

François d'Assise – qui, de son vivant, faillit être condamné pour hérésie – fut le fondateur d'un ordre de moines mendiants qu'une règle extrêmement rigoureuse, bien qu'adoucie par la suite, appelait à dormir à même la terre et à s'habiller d'une tunique en toile brute serrée à la taille par une simple corde. Ces deux points suffiraient à éloigner la figure du nouveau pape de celle du saint, quand bien même Bergoglio ne serait pas issu de l'ordre des jésuites, congrégation d'hommes cultivés et élitistes qui se consacrent à la spéculation – parfois de manière excessive, leur a-t-on souvent reproché. Citons Pascal, dans *Les*

Provinciales (Lettre XI) : « [...] en me moquant de votre morale, j'ai été aussi éloigné de me moquer des choses saintes que la doctrine de vos casuistes est éloignée de la doctrine sainte de l'Évangile [...] ». « Éloignés de l'Évangile », écrivait Pascal des jésuites, le contraire, donc, du mouvement que Bergoglio affirme vouloir initier, à savoir se rapprocher de l'Évangile.

Le choix de ce prénom, François, est un signe extrêmement fort : il nous dit que, d'ores et déjà, le nouveau pape a les idées claires sur le caractère qu'il souhaite donner à son pontificat, ainsi que sur son programme de « gouvernement ».

Ses premiers gestes ont été si surprenants que certains d'entre eux ont fait le tour du monde. Les premiers mois de son pontificat ont vu fleurir plus de livres que n'importe quel autre. On a passé au crible sa biographie, ses rapports difficiles avec la dictature militaire argentine, l'histoire de sa famille, ses origines italiennes, ses études, sa vocation. On s'est moins attardé sur le fait que ce programme de « gouvernement » – désormais appelé « vocation évangélique » – allait être mis en œuvre dans le cadre d'une « dynastie célibataire non héréditaire », autre définition de la longue succession de souverains pontifes. Une dynastie fondée sur une tradition de doctrine et de direction pastorale, mais aussi sur l'exercice du pouvoir politique, car le pape est aussi un chef d'État. Ce pouvoir politique a longtemps été exercé sur le territoire italien puisque le vicaire du Christ est également évêque de Rome, avec les négociations et les conflits, les concessions et les actes d'autorité que suppose la fonction.

Les seize chapitres de cet ouvrage évoquent autant d'épisodes qui illustrent comment les papes et les hiérarchies vaticanes ont exercé leur pouvoir au fil des siècles.

En préambule, posons-nous la question : de quelle manière ce

pape au doux nom de François va-t-il s'intégrer dans la longue chaîne des événements ?

Il faut d'abord, pour le percevoir, faire un pas en arrière. Le prédécesseur de François, Benoît XVI, était un homme d'études, un théologien au tempérament réservé, d'une éloquence médiocre, qui s'est vite révélé peu apte à remplir une charge si exposée sur le plan politique – surtout par comparaison avec le pontificat de l'énergique Polonais qui l'avait précédé. Benoît n'était pas à l'aise dans le réseau complexe des échanges internationaux, souvent envenimés par les rancunes, les jalousies réciproques, et fondés sur les rapports de force ; ces corollaires de la charge étaient contraires à la nature d'un homme enclin à la réflexion théologique et à l'étude des Ecritures. Ses impairs ont mis le malaise en évidence. De surcroît, certaines de ses prises de position qui semblaient revenir sur les ouvertures du concile Vatican II, tant dans la doctrine que dans la liturgie, ont divisé l'Eglise. Il a concentré ses efforts – sans forcément les voir couronnés de succès – sur la réconciliation entre la « vérité » de l'Eglise et la pensée moderne, convaincu que la foi et la raison sont compatibles, et que les outils de la philosophie peuvent aider à redécouvrir l'Évangile.

Une tentative ardue, et compliquée par la comparaison, encore une fois, avec le pontificat de Karol Wojtyła. L'attitude de ce pape combatif n'avait pas grand-chose de pastoral, sa première préoccupation étant de libérer la Pologne et l'Europe de l'Est du régime communiste. Pour atteindre son but, il n'avait pas hésité à produire les sommes d'argent nécessaires – par exemple au financement du syndicat Solidarnosc –, quitte à attirer dans les banques vaticanes des capitaux d'origine douteuse et de gestion délicate.

Deux tempéraments décidément opposés, Wojtyla et Ratzinger...

Quoi qu'on pense de lui, il faut reconnaître à Benoît XVI le génie tactique avec lequel il a mis fin à son pontificat. Aucun pape n'avait osé cela depuis Célestin V, au XIII^e siècle. Quand il s'est rendu compte que son âge, son tempérament, son état de santé et les conflits en cours ne lui permettaient pas de redresser une situation détériorée par la corruption et les scandales, le professeur Ratzinger a abdiqué ; il s'est retiré de la scène sans crier gare. Ce faisant, il a précipité la chute de l'ensemble de la cour pontificale ; il a fait « place nette », simplifiant ainsi beaucoup le renouvellement à mettre en œuvre par son successeur.

Et le renouvellement ne s'est pas fait attendre. Il est visible, pour commencer, dans le comportement : François entretient avec les fidèles un rapport d'une spontanéité que certains trouvent excessive, confinant au populisme. Mais, si son attitude n'est pas du goût de quelques cercles internes, elle a permis de rapprocher l'Eglise de ceux qui s'en étaient éloignés pour cause de scandales financiers et sexuels.

Le renouvellement a été effectif, aussi, dans les structures internes du Vatican et de la Curie, polluées par ce que le pape lui-même a qualifié de « lèpre de la cour papale ».

Autre signe fort de renouvellement : les dernières nominations de cardinaux, comme nous le verrons plus loin.

Quand Benoît XVI annonça sa démission, Tarcisio Bertone, alors secrétaire d'Etat et habile homme de pouvoir, en fut frappé plus que quiconque. C'était la première fois que le pape prenait une décision – grave, qui plus est – sans le consulter et sans même l'en informer prioritairement, lui qui était à la tête de son gouvernement. Face au fait accompli, Bertone se mit aussitôt à l'œuvre pour favoriser l'avènement du cardinal Angelo Scola,

archevêque de Milan, de tendance conservatrice. Heureusement pour l'Eglise, les choses se sont passées autrement, et Bertone a dû céder du terrain.

François a aussi entrepris de s'occuper des finances vaticanes. Des commissions dédiées ont été chargées de mettre de l'ordre dans la banque Ior (Institut pour les œuvres de religion) et l'APSA (Administration du patrimoine du siège apostolique), l'organisme de gestion du patrimoine économique. Une réforme de la gouvernance est également à l'étude ainsi que la création d'un système centralisé de gestion des médias.

Bref, en quelque mois, le pape François a initié tant de changements que certains, emportés par leur élan, ont parlé de « révolution ». Le sens du mot est vaste et imprécis ; seul le temps permettra de dire si c'est vraiment d'une révolution qu'il s'agit. Pour l'heure, on peut seulement constater que l'évêque de Rome (titre auquel François tient beaucoup) a entrepris un ensemble de réformes comme on n'en avait pas vu depuis de longues années.

Une partie au moins de ces réformes sont proches de celles qu'avait l'intention de mettre en œuvre Benoît XVI. Sur le plan organisationnel, le pape François a repris les choses là où son prédécesseur les avait laissées, notamment dans les domaines sensibles des finances et des abus sexuels. Concernant l'Ior, l'idée est de transformer cette institution controversée en une « banque éthique ». Si l'on se rappelle le blanchiment d'argent qui a transité par cette banque, la transformation serait si radicale qu'elle suffirait, à elle seule, à inscrire le pontificat dans l'Histoire.

En matière de doctrine, les ouvertures du nouveau pape semblent plus prudentes, même s'il a envoyé quelques signaux dans les domaines extrêmement sensibles de la sexualité et de la

bioéthique. Sa déclaration aux journalistes qui l'accompagnaient dans l'avion, au retour de son voyage au Brésil, a fait beaucoup de bruit : « Il faut distinguer entre le fait d'être gay et celui d'en faire un lobby, car les lobbies ne sont pas bons. Si quelqu'un est gay, cherche le Seigneur et fait preuve de bonne volonté, qui suis-je pour le juger ? » Cette phrase : « Qui suis-je pour juger un homosexuel ? », prononcée par un pape, a retenti comme une annonce importante. Pour la première fois, prudemment mais clairement, un pape établissait des distinctions et partageait ses doutes plutôt que de lancer des anathèmes. Quelques mois plus tard, un événement similaire se produisait lors des échanges avec les supérieurs généraux qui se tenaient dans la salle du Synode du Vatican, le 29 novembre 2013. Au sujet du mariage homosexuel, le pape François a dit : « Je me souviens d'une petite fille très triste qui finit par avouer à son institutrice les raisons de sa tristesse : "La fiancée de ma maman ne m'aime pas." Dans les écoles, le pourcentage de jeunes dont les parents sont séparés est très élevé. La situation actuelle lance donc de nouveaux défis que, parfois, nous avons du mal à comprendre. Comment annoncer le Christ à ces jeunes, filles et garçons ? »

De nouveaux défis difficiles à comprendre, mais aussi de nouvelles paroles. Si le pape n'a pas exposé ce qu'il souhaite faire, il a dit nettement ce qu'il ne veut plus faire : proclamer, *ex cathedra*, une vérité à laquelle les fidèles n'ont qu'à se conformer.

En d'autres termes, le pape semble avoir pris acte du fait qu'à côté des familles traditionnelles ont pris place d'autres modèles familiaux : couples mariés ou non, hétérosexuels ou homosexuels, parfois avec enfants. C'est un constat, pour résumer les paroles du pape, face auquel l'Eglise ne peut pas se limiter au « *Vade retro* ». Au cours des mêmes échanges, le pape François

a déclaré aux supérieurs généraux : « Il faut veiller à ne pas administrer un vaccin contre la foi aux enfants des couples de fait [...]. L'éducateur doit être à la hauteur des personnes à éduquer, il doit s'interroger sur la manière d'annoncer le Christ à une génération en pleine mutation. »

Des ouvertures prudentes, mais des ouvertures. Qui ont valu au pape François pas mal d'inimitiés au sein de l'Église et du Vatican. De riches contributeurs américains menacent de supprimer leurs donations en signe de défiance envers un « pape communiste ». Les personnalités que le pape a privées de leur charge ou d'une partie de leur pouvoir se plaignent de sa gestion. La hiérarchie la plus fidèle à l'orthodoxie traditionnelle ne voit pas d'un bon œil ces ouvertures doctrinales, aussi circonspectes soient-elles.

Ayant connu l'Argentine de la dictature militaire, où les droits de l'Homme étaient brutalement violés, le pape François n'a pas souhaité demeurer dans l'isolement des appartements pontificaux, ni manger seul dans sa salle à manger privée. Il loge dans une sorte d'hôtel-résidence dans l'enceinte vaticane, la *foresteria* Sainte-Marthe, où vivent beaucoup d'autres personnes, il mange à la cantine commune et, dit-on, change de table chaque jour. Prudence, encore une fois.

Le pape François a écrit de sa plume un document important qui résume le programme de son pontificat. Intitulé *Evangelii Gaudium*, la Joie de l'Évangile, cette « exhortation apostolique » porte en sous-titre : « Exhortation apostolique aux évêques, aux presbytères et aux diacres, aux personnes consacrées et aux fidèles laïques sur l'annonciation de l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui ».

Ce sous-titre dit, à lui seul, de quelle manière le pape François entend transmettre une vision heureuse du christianisme.

Le texte lui-même invite à plusieurs reprises à la gaieté, rappelle que la religion ne veut pas de visages tristes, ni de ton sinistre, que le service de Dieu doit être empreint de joie et d'enthousiasme. Il cite le prophète Isaïe (49, 13) : « Cieux, criez de joie ! Terre, exulte ! Montagnes, éclatez en cris de joie ! Car le Seigneur console son peuple ; de ses pauvres, il a compassion. » Plus concrètement, il ajoute (point 10) : « L'évangéliste ne devrait pas avoir un air lugubre » car la bonne parole doit être apportée par ceux « qui, en premier, ont reçu en eux la joie du Christ ». Les hommes qui annoncent l'Évangile, répète-t-il, doivent le faire non comme on impose une charge, mais comme on partage une joie. Avant de préciser (point 14), en une formule lourde de sens : « L'Église ne grandit pas par prosélytisme, mais par attraction. »

François admet bien entendu qu'il existe des situations critiques, mais, selon ses propres mots, seul l'exercice de la foi véritable peut y apporter remède. Il écrit au point 6 : « Je comprends les personnes qui deviennent tristes à cause des graves difficultés qu'elles ont à affronter, cependant, peu à peu, il faut permettre à la joie de la foi de commencer à s'éveiller¹. »

Une conception joyeuse de la vie et de la foi, telle est l'approche du pape. Il la trouve dans les Écritures – on peut, en réalité, y trouver les conceptions les plus diverses, comme dans tout livre de sagesse et dans toute religion, dont chacun retient ce qu'il veut bien en retenir. Celle du pape François est fondée sur les passages qui lui tiennent le plus à cœur, que son expérience pastorale et son tempérament lui font privilégier.

1. Ce passage entre guillemets, comme les autres extraits de l'exhortation apostolique du pape François *Evangelii Gaudium*, provient de la traduction officielle donnée sur le site du Vatican : vatican.va *Evangelii gaudium*

Revenons à son texte. Le premier chapitre (« La transformation missionnaire de l’Eglise ») évoque ce que les fidèles, à commencer par les évêques et les prêtres, devraient faire concrètement. Le pape François y fustige une pratique du sacerdoce qu’il juge paresseuse et insatisfaisante. Avec des mots chargés d’émotion, il en appelle à une Eglise missionnaire, qui explore le monde, lui parle, lui lance des défis, au lieu de s’enfermer dans ses terres. Point 23 : « Il est vital qu’aujourd’hui, pour annoncer l’Evangile à tous, l’Eglise sorte en tous lieux, en toutes occasions, sans hésitation, sans répulsion et sans peur. » Il va jusqu’à invoquer l’Apocalypse (14, 6) : « [...] un Evangile éternel à annoncer aux habitants de la terre et à chaque nation, tribu, langue et peuple ». L’essentiel n’est pas la « structure », écrit le pape, qui, semble-t-il, fait allusion à une certaine dérive « bureaucratique » ; ce qui compte est l’âme, le courage, l’élan. Point 26 : « Les bonnes structures sont utiles quand la vie les anime, les soutient et les guide. Sans cette vie nouvelle et un esprit évangélique véritable, sans “fidélité de l’Eglise à sa propre vocation”, toute nouvelle structure se corrompt en peu de temps. » Il conclut, au point 30 : « J’exhorte aussi chaque Eglise particulière à entamer un ferme processus de discernement, de purification et de réforme. »

Cinglants, ces mots ne sont pas réservés aux seules structures locales et satellitaires de l’Eglise. Le pape François adresse des paroles tout aussi sévères à ses organes centraux, sans épargner sa propre personne. Au point 32, il écrit sans détours : « Puisque je suis appelé à vivre ce que je demande aux autres, je dois penser aussi à la conversion de la papauté. » Puis : « Même la papauté et les structures centrales de l’Eglise universelle ont besoin d’écouter l’appel à la conversion pastorale. » Plus loin, il exhorte à abandonner le « confortable critère pastoral du

“on a toujours fait ainsi”. J’invite chacun à être audacieux et créatif [...] »

Ce chapitre s’achève sur un appel (point 49) : « Sortons, sortons offrir à tous la vie de Jésus-Christ. Je répète ici, pour l’Eglise tout entière, ce que j’ai dit de nombreuses fois aux prêtres et laïcs de Buenos Aires : je préfère une Eglise cabossée, blessée et sale pour être allée dans les rues à une Eglise malade de son enfermement et du confort de s’accrocher à ses propres sécurités. »

Consacré entièrement au discours que François adresse à l’Eglise elle-même, des organes de la Curie aux organisations réparties dans le monde entier, ce chapitre est plein d’une ferveur qui trahit parfois l’impatience et le mécontentement inspirés par la situation constatée. A sa lecture, on a l’impression que certains effets volontairement appuyés, certaines insistances ostentatoires, presque théâtrales, sont des signaux que François envoie, par le biais des médias, pour qu’ils servent d’avertissement et d’exemple, notamment au sein de l’Eglise.

L’attitude du pape vis-à-vis des activités économiques et financières est encore plus ferme. Le deuxième chapitre d’*Evangelii Gaudium* leur est consacré. Voici ce qu’écrivit François au point 53 :

« De même que le commandement “tu ne tueras point” pose une limite claire afin de préserver la valeur de la vie humaine, aujourd’hui nous devons dire : “non à une économie de l’exclusion et des inégalités”. Une telle économie tue [...]. On considère l’être humain en lui-même comme un bien de consommation, qu’on peut utiliser et ensuite jeter. » Le pape ne pouvait pas choisir une image plus dure : l’économie vue comme un homicide. C’est le précepte kantien poussé à ses ultimes

conséquences, et le pape cite en effet presque mot pour mot le grand philosophe, dans *La Critique de la raison pratique* : « Agis de telle sorte que tu traites toujours l'humanité, soit dans ta personne, soit dans la personne d'autrui, comme une fin, et que tu ne t'en serves jamais comme d'un moyen. »

Certains points de l'exhortation apostolique du pape ont suscité un débat nourri, notamment dans le monde anglo-saxon, qui se méfie de toute référence à un Etat dit « social ». Les propos tenus au point 54 ont été jugés particulièrement déconcertants : « Dans ce contexte, certains défendent encore les théories des “retombées positives”, qui supposent que chaque croissance économique, favorisée par le libre marché, réussit à produire en soi une plus grande équité et inclusion sociale dans le monde. Cette opinion, qui n'a jamais été confirmée par les faits, exprime une confiance grossière et naïve dans la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir économique et dans les mécanismes sacralisés du système économique dominant. Entre-temps, les exclus continuent à attendre. »

Ces lignes expriment les conceptions économiques de François, mais aussi un appel en faveur de l'intervention publique dans l'économie et dans l'assistance sociale.

Compte tenu des polémiques que ce point a suscitées, il n'est pas inutile de relire la première partie du texte original de François, écrit en espagnol : « *En este contexto, algunos todavía defienden las teorías del “derrame” que suponen que todo crecimiento económico [...] etc.* »

Or, *derrame* en espagnol, *trickle down* en anglais et « retombée positive » en français ne sont pas tout à fait la même chose. L'expression *trickle down* est utilisée (au sens négatif) à propos d'une théorie économique très répandue du temps du couple politique Thatcher-Reagan dans les années 1980.

Selon celle-ci, dans les régimes capitalistes pleinement efficaces, la richesse « s'écoule goutte à goutte vers le bas » (ce qui est le sens strict des mots *trickle* et *derrame*) en irriguant ainsi le tissu social.

Les partisans de cette théorie soutenaient que trop de services et d'assistance sociale favorisent la paresse, éteignent la capacité et la volonté d'entreprendre et d'innover, et, en dernier ressort, répandent la pauvreté au lieu de stimuler le bien-être. Depuis Max Weber, dans l'univers protestant, on a souvent accusé la pensée sociale catholique d'être une des causes de la pauvreté. Mary Anastasia O'Grady, éditorialiste au *Wall Street Journal* et observatrice attentive des pays d'Amérique du Sud, s'interroge ainsi sur les raisons qui font que « la grande majorité des populations pauvres et des désespérés de la Terre se concentre dans les pays où l'Etat s'est arrogé un rôle déterminant dans l'économie ». Dans le même ordre d'idées, il est reproché au pape François de dénier au marché et à l'esprit d'entreprise toute capacité de stimuler et de répandre le bien-être.

Quoi qu'il en soit, on peut citer un grand nombre d'exemples qui prouvent, au contraire, que l'absence d'assistance sociale induit une spirale descendante qui rend les pauvres toujours plus pauvres et, surtout, les prive de tout espoir. Mais la conviction anti-étatiste est trop profondément enracinée dans le monde anglo-saxon pour qu'aucun argument puisse la renverser. Michael Novak, intellectuel américain catholique, connu pour ses idées conservatrices, a affirmé que, si les propos du pape sont peut-être valables en Argentine, aux Etats-Unis, « où plusieurs générations ont prouvé l'efficacité de la mobilité sociale, ce qu'affirme le pape ne correspond pas à la vérité ». Pourtant, aux Etats-Unis aussi, les paroles du souverain pontife ont trouvé

un accueil très favorable ; elles ont même été reprises dans les cercles démocrates proches de la Maison-Blanche.

La doctrine catholique et les débats qui s'y réfèrent constituent le troisième volet de l'exhortation apostolique du pape. Après les grandes disputes théologiques d'autrefois, la doctrine religieuse d'aujourd'hui est appelée à se mesurer aux problèmes de la vie quotidienne, à des questions comme l'éthique biologique (la vie, la mort), le droit à l'avortement, l'homosexualité, le divorce et l'union libre. Comment le pape se positionne-t-il face à ces grandes controverses du monde contemporain ? Sa réponse est claire, tant dans la forme que dans le contenu.

Il écrit au point 182 : « Les pasteurs, en accueillant les apports des différentes sciences, ont le droit d'émettre des opinions sur tout ce qui concerne la vie des personnes, du moment que la tâche de l'évangélisation implique et exige une promotion intégrale de chaque être humain. On ne peut plus affirmer que la religion doit se limiter à la sphère privée et qu'elle existe seulement pour préparer les âmes pour le ciel. »

François revendique donc pour la religion un rôle public. En limiter la pratique à la sphère privée n'est *plus* possible. Il ajoute plus loin : « [...] personne ne peut exiger de nous que nous reléguions la religion dans la secrète intimité des personnes, sans aucune influence sur la vie sociale et nationale, sans se préoccuper de la santé des institutions de la société civile, sans s'exprimer sur les événements qui intéressent les citoyens. »

Pour l'instant, on a du mal à évaluer le poids « politique » d'un tel propos, notamment dans un pays comme l'Italie. D'ailleurs, en poursuivant son exhortation apostolique, François lui-même en nuance la portée. Il écrit au point 184 : « [...] ni le pape, ni l'Eglise ne possèdent le monopole de l'interpréta-

tion de la réalité sociale ou de la proposition de solutions aux problèmes contemporains. »

Laquelle de ces deux positions finira par prévaloir ? Le principe affirmé avec tant de détermination ou la prudence des correctifs qui suivent ? Le texte gardera sa part d'ambiguïté tant que les actes du souverain pontife ne viendront pas l'éclaircir. Personne ne refuse à la religion catholique – ni à toute autre religion – la liberté d'afficher ouvertement son point de vue sur les grandes questions du monde contemporain, citoyennes, sexuelles ou biologiques. La question est plutôt la portée de ces déclarations publiques. La récente expérience italienne nous enseigne que, lorsque les évêques de la péninsule étaient guidés par la vision intégriste de Camillo Ruini¹, les déclarations de la hiérarchie vaticane ne s'adressaient pas tant aux fidèles qu'à la classe politique, pour l'inciter à adopter des mesures approuvées par l'Eglise. Il ne s'agissait pas de simples opinions librement exprimées, mais bel et bien de directives à l'adresse des législateurs catholiques et des électeurs.

Les paroles de François annoncent-elles une attitude similaire ou bien son contraire ?

Lors de la rencontre avec le corps diplomatique, début janvier 2014, le pape s'est exprimé ainsi : « L'horreur nous saisit à l'idée que des enfants seront empêchés de naître, victimes de l'avortement, ou que d'autres soient de trop jeunes soldats, violés et tués dans les conflits armés, ou bien encore qu'ils fassent l'objet de cette terrible forme d'esclavagisme moderne qu'est la traite des êtres humains, véritable crime contre l'humanité. »

1. Cardinal très influent, Camillo Ruini a longtemps présidé la Conférence des évêques italiens.

Nul doute que les violences faites aux enfants soient un crime contre l'humanité. Cependant, peut-on comparer l'exploitation, la prostitution et la traite des enfants avec l'avortement ? Est-il justifié de parler d'« enfants » dans le cas de l'avortement ? Les paroles du pape ne jouaient-elles pas délibérément la carte de l'émotion en négligeant la physiologie et le contexte souvent dramatique de l'avortement ? En d'autres termes, peut-on faire abstraction de ces deux faits : d'une part, notamment selon le législateur italien, l'avortement doit être sérieusement motivé, d'autre part, il n'élimine pas des « enfants », mais quelques cellules ?

Si un tel procédé devait se reproduire, on pourrait en déduire que la pensée de François n'est pas très différente de celle de Jean-Paul II, qui comparait l'avortement au fratricide de Caïn dans son *Evangelium vitae* (1995). Quitte ensuite, en pensant peut-être à la douleur des femmes ayant avorté, à nuancer la dureté de ses propos par des mots qui n'étaient pas plus adroits : « Ouvrez vos cœurs au repentir avec confiance... Vous comprendrez que rien n'est perdu et vous pourrez demander pardon à votre enfant, qui vit désormais dans le Seigneur. »

Quant à la présence des femmes dans l'Eglise, encore une fois, ses positions manquent de clarté. Si d'un côté, François souhaite qu'elle soit plus large et plus affirmée, de l'autre il ferme résolument la porte à la possibilité du sacerdoce féminin. Voici ce qu'il écrit au point 104 : « Le sacerdoce réservé aux hommes, comme signe du Christ Epoux qui se livre dans l'Eucharistie, est une question qui ne se discute pas. »

En revanche, c'est avec une grande clarté que ce document, qui marquera peut-être un tournant historique, fait ressortir le thème de l'équité sociale. Pas la moindre ambiguïté à ce sujet, pas de place non plus pour les interprétations. Les mots du pape

sont limpides : « Les plus favorisés doivent renoncer à certains de leurs droits pour mettre avec une plus grande libéralité leurs biens au service des autres. » Ce sont là les termes mêmes de l'*Octogesima Adveniens* de Paul VI (14 mai 1971) que François s'approprie au point 190.

Ces paroles ont déjà été confirmées par des actes qui, loin d'être purement formels, pourraient être qualifiés de « structurels », et sont destinés à changer l'Eglise en profondeur. Au cours de son premier consistoire du 22 février 2014, le pape a nommé dix-neuf nouveaux cardinaux. Parmi eux, pas moins de seize sont des cardinaux électeurs, ce qui signifie qu'ils prendront part au prochain conclave. Ils sont originaires de douze pays et de quatre continents différents. « Ils représentent le lien profond qui existe entre l'Eglise de Rome et les Eglises du monde entier » a déclaré le souverain pontife.

Parmi ces seize électeurs, quatre seulement (vingt-cinq pour cent) sont membres de la Curie (historiquement composée d'Italiens). Les douze autres sont tous originaires de pays différents : deux d'Europe, trois d'Amérique centrale et du Nord, trois d'Amérique du Sud, deux d'Afrique, deux d'Asie. Les Italiens sont beaucoup moins nombreux que d'habitude.

Vittorio Bellavite, porte-parole du mouvement catholique progressiste *Noi Siamo Chiesa* (Nous sommes Eglise), a fait le commentaire suivant : « Ces nominations sont d'autant plus significatives qu'elles s'accompagnent de l'exclusion de Francesco Moraglia et de Cesare Nosiglia, deux archevêques du camp de Ruini, des diocèses de Venise et Turin, sièges cardinaux traditionnels. » Bellavite a également qualifié de « retentissante l'exclusion de Rino Fisichella, archevêque réputé pour ses intrigues politiques en faveur de la droite, en plus d'être à la tête du Conseil pour la Nouvelle Evangélisation, une institution

au mieux inutile, au pire carrément nuisible à la finalité pour laquelle elle a été créée ».

Ces nominations esquissent une ligne de conduite en rupture avec la tradition de la Curie, où les activités spirituelles et l'intervention dans le domaine politique étaient constamment mêlées. Mais il y a un autre signe, plus profond encore, qui laisse présager le déclin du rôle de l'Italie au sein de l'Eglise. La hiérarchie ecclésiastique italienne de ces dernières années s'est illustrée par des attitudes discutables, voire répréhensibles. Il suffit de penser à la politique actuelle d'un mouvement comme *Comunione e Liberazione* (Communione et Libération), qui, après avoir affiché une ferme volonté de renouvellement ecclésiastique, en est désormais réduit à des opérations de *sottogoverno*¹.

On notera également le soutien manifestement intéressé apporté pendant des années par les évêques italiens à des hommes politiques à la moralité douteuse, en échange d'avantages financiers. Des opérations blâmables quel que soit le contexte, mais qui deviennent particulièrement graves dans une institution qui prétend représenter Dieu sur terre.

L'Eglise est désormais une structure sclérosée, incapable de saisir les nouvelles forces en germe et les besoins des fidèles, prisonnière des privilèges de caste et de carrière, au moins en ce qui concerne sa plus haute hiérarchie.

Un pape comme François ne pouvait pas ne pas réagir face à un tel constat.

Aujourd'hui, l'ensemble du monde catholique, et notamment l'Europe, est confronté à une question cruciale : ce pape, son Eglise sauront-ils comprendre et s'adapter à l'époque contempo-

1. Politique consistant à attribuer les postes-clés de l'administration à des alliés politiques. (Ndt)

Histoire secrète du Vatican

raine sans pour autant trahir le cœur de leur doctrine ? Sauront-ils concilier la foi et les mœurs ? Les devoirs des croyants et la liberté de tous ? Les changements se succèdent avec rapidité, la « sécularisation » de l'Europe avance à grands pas. La tâche du nouveau pape est immense, les prévisions sont impossibles. L'Histoire seule pourra nous éclairer.

En attendant, prenons le temps de revisiter quelques-uns des épisodes les plus marquants qui se sont déroulés dans l'enceinte vaticane au fil des siècles.

Corrado AUGIAS, 2015